

Aux représentants des médias

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le potentiel économique des forêts suisses

Neuchâtel, le 20 mars 2013. Comment améliorer l'exploitation forestière en Suisse ? C'est à ce défi que s'attaquent trois professeurs d'économie de l'Université de Neuchâtel, en collaboration avec des collègues de la Haute Ecole de Gestion de Genève (HEG-Ge). A la veille du 21 mars, décrété première Journée mondiale de la forêt par les Nations Unies, ils évoquent ce projet doté d'un financement de plus de 600'000 francs et qui fait partie du Programme national de recherche 66 « Ressource bois » lancé en 2012.

Depuis plus de dix ans, la production de bois brut stagne dans les exploitations forestières suisses. Les prix de la matière ligneuse se maintiennent à des niveaux relativement bas, alors que les coûts de production augmentent. Parallèlement, la société apprécie de plus en plus la forêt pour des activités récréatives ou comme réserve de la biodiversité, activités non marchandes par définition. Alors inévitablement, l'ardoise pèse lourd pour le contribuable. Rien qu'en 2011, l'Office fédéral de l'environnement a dépensé 121 millions de francs pour des prestations dans le domaine forestier, sans parler des contributions financières des cantons et des communes.

Le projet proposé en collaboration avec des collègues de la Haute Ecole de Gestion de Genève (HEG-Ge) par les professeurs Milad Zarin (requérant principal), Alain Schönenberger et Mehdi Farsi, tous trois de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Neuchâtel aborde le problème d'un point de vue économique global. « Nous tenterons de comprendre le marché du bois à travers un seul système, basé sur les lois de l'offre et la demande, tout en tenant compte des autres fonctions non marchandes de la forêt (loisirs, protection, nature) », indique Alain Schönenberger. Des données récemment mises à disposition par l'Office fédéral de la statistique permettront de déterminer l'offre en présence. Quant à l'évaluation de la demande, elle se fera par le biais d'une vaste enquête auprès de la population sur la valeur économique des fonctions forestières non marchandes. Ce chapitre sera plutôt du ressort du professeur Andrea Baranzini et de ses collègues de la HEG-Ge.

250'000 propriétaires

Premier constat préliminaire: les quelques centaines d'exploitations helvétiques sont en moyenne trop petites et relativement inefficaces. Ceci est en partie dû aux contraintes du terrain (hétérogénéité en termes d'accessibilité, de topographie, etc.). « Mais même si on prend en compte ces facteurs environnementaux, remarque le spécialiste en politique publique, le marché suisse du bois présente des problèmes structurels et institutionnels. Les propriétaires des parcelles sont pour la plupart des instances publiques (communes ou cantons). Quant à la part privée des domaines forestiers, elle est morcelée entre 250'000 propriétaires individuels, et reste, de fait, largement inexploitée. Pour couronner le tout, une loi fédérale donne des objectifs généraux concernant l'exploitation et la protection de la forêt, mais son exécution reste du ressort cantonal ou communal. »

Le potentiel de l'industrie du bois est en outre largement sous-utilisé, poursuit l'économiste. La forêt croît de façon continue, en masse et en surface. Il serait donc tout à fait envisageable de défricher, sous certaines conditions, à peu près deux millions de m³ de plus par an par rapport aux cinq millions de m³ prélevés actuellement, sans affecter la durabilité de la ressource. Et ce ne sont pas a priori les débouchés qui manquent, vu la diversité des possibilités de transformations du bois. D'abord comme matériau brut à

débiter pour la construction ou l'ameublement, ensuite comme source de cellulose pour la fabrication de papier et de carton, et enfin comme combustible.

Comment rendre le secteur plus performant? Comment financer les prestations non marchandes tout en préservant une production efficace? Comment répondre à une demande qui évolue? Ce ne sont que quelques questions auxquelles le projet de recherche tente de répondre avec l'aide aussi de deux doctorants. Plusieurs pistes d'action seront élaborées et testées, comme le réaménagement des parcelles sylvestres, le recours accru aux entreprises forestières spécialisées, afin de rationaliser les coûts, ou une réorganisation profonde du secteur. La réponse ultime des chercheurs est attendue pour l'automne 2015.

Contact :

Prof. Milad Zarin-Nejadan, Chaire d'économie politique
Tél.: +41 32 718 13 55 ; milad.zarin@unine.ch

Prof. Alain Schönenberger, Institut de recherches économiques
Tél. +41 32 718 14 34 ; alain.schoenenberger@unine.ch

Prof. Mehdi Farsi, Chaire d'économie publique
Tél. : +41 32 718 14 50 ; mehdi.farsi@unine.ch

En savoir plus :

Projet Zarin du PRN 66 Ressource bois :

<http://www.nfp66.ch/F/projets/bois-brut-disponibilite/marche-bois-approvisionnement-multifonctionnalite/Pages/default.aspx>

Journée mondiale de la forêt, un événement au Palais des Nations de Genève:

<http://www.unece.org/forests/idf2013.html>